



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE

23 A 25 ROUTE DE LA SEINE
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0006506288

N° RVAT : 63113

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE implanté 23 à 25 ROUTE DE LA SEINE 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE
- 23 A 25 ROUTE DE LA SEINE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est un dépôt pétrolier soumis au régime de l'autorisation et classé SEVESO "Seuil Haut". Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral consolidé DCL/BEICEP n°2023-292 du 20/11/2023.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice POI	Code de l'environnement du 06/11/2025, article R.515-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice a permis de mettre en avant la bonne gestion d'une situation d'urgence et la bonne connaissance du site par l'exploitant qui a fourni les informations techniques demandées par la BSPP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/11/2025, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
Constats : L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de TOTAL ENERGIES Marketing France à Gennevilliers dans le cadre d'un exercice POI (Plan d'Opération Interne) sur table, organisé par l'exploitant en présence de la BSPP (Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris). Le scénario retenu est une fuite d'hydrocarbure liquide au niveau du bac 30. Une alarme est remontée sur le système de contrôle du dépôt. Un opérateur se rend sur place pour la levée de doute, qui confirme la présence d'éthanol en cuvette. À son retour vers la salle de contrôle, il est constaté la présence d'un feu en cuvette n° 2. L'inspection n'émet pas de remarques particulières concernant le déroulement de l'exercice. Le poste de commandement est correctement identifié et aménagé afin d'assurer la coordination des actions en cas de situation d'urgence (plans du site, caméra de surveillance, tableau, fiches réflexes, etc.). L'exploitant a appliqué correctement la procédure de son POI. Une bonne communication entre le personnel de TOTAL et la BSPP a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe

Déroulé de l'exercice POI du 12/11/2025
sur le site de TOTAL ENERGIES Marketing France à Gennevilliers

- 10h23 : début de l'exercice – détection incendie au niveau du bac 30 – réalisation d'une levée de doute par un opérateur ;
- 10h26 : l'opérateur indique la présence de flammes au niveau de la cuvette 2 suite à une fuite du bac 30 contenant de l'éthanol – déclenchement de l'arrêt d'urgence – sirène général indiquant à tous les intervenants sur le site de se rendre au point de rassemblement ;
- 10h29 : Lancement du scénario feu de cuvette 2 - déclenchement de la DCI (défense contre incendie) --> mousse au niveau de la cuvette 2 + protection eau sur les installations à proximité ;
- 10h30 : Le DOI (directeur des opérations internes) déclenche le POI – Appel des pompiers + Appel du CAU (Centre Appel d'Urgence) --> Alerte le personnel du dépôt (non présent sur site), Alerte les sociétés intervenantes, Alerte les établissements voisins, Alerte les services supports du siège Spazio, Alerte l'administration ;
- 10h37 : Appel de l'astreinte environnement (SECHE URGENCES INTERVENTIONS) – premiers prélèvement au plus tard à 12h30 ;
- 10h40 : arrivée de la BSPP et du COS (commandant des opérations de secours) au PC (poste de commandement) – point avec le DOI ;
- 10h44 : l'exploitant constate que les couronnes 22-23-24-25 sont hors service (dysfonctionnement prévu dans le cadre du scénario) – information transmise au COS ;
- 11h20 : 4 lances engagées par la BSPP en soutien de la DCI de Total ;
- 11h40 : Incendie maîtrisé (fin de l'exercice).